Burundi : Nouvelle condamnation d'un policier pour meurtre

@rib News, 04/01/2011 La prison à perpétuité et 10 ans de prison ferme sont les peines que le tribunal de grande instance de Bubanza vient de prononcer à l'encontre de deux frères, dont un policier, pour le meurtre d'un commerçant de Kivyuka dans la commune de Musigati samedi 1er janvier 2011 vers 19H du soir. Le policier a reconnu devant le tribunal qu'il a tiré à bout portant sur ce commerçant sans pour autant donner les motifs qui l'ont poussé à agir de la sorte. Quant au frère de ce policier, lui aussi impliqué dans cet assassinat, il a reconnu coupable pour avoir pas regardé quand la victime allait être tuée par son grand frère armé d'un pistolet de service. La justice a qualifié cela de non-assistance à personne en danger, comme le soulignent des sources du tribunal de Bubanza. Le porte-parole de la police Pierre Channel Ntarabaganyi avait annoncé le lendemain de la fête du nouvel an que la sécurité a été globalement bonne sur tout le territoire national durant le weekend de la célébration du nouvel an. La police nationale burundaise est ces derniers jours citée dans des actes de banditismes allant même jusqu'à la mort des citoyens burundais. Il y a deux semaines quatre policiers, de la garde rapprochée du commissaire de la police dans de Bubanza, avaient été condamnés à des peines de prison ferme après avoir tendu une embuscade à deux commerçants de la même province. Lors de cette embuscade, une somme de près de 1,000\$ américains avait été volée en plus des chainettes en or que portaient ces commerçants. Le jour de Noël, deux brigadiers ont été surpris en possession de 125 Kg de cannabis sur le tronçon Muyinga-Gitega, en direction de Bujumbura. Ces deux brigadiers, dont un travaillant pour la police des frontières (PAF), ont été condamnés à une peine de plus de 10 ans de prison ferme pour vente de stupéfiants. Cependant, malgré l'effort de la justice burundaise de punir les membres des corps de défense et de sécurité qui s'attaquent au droit, les organisations de la société civile déplorent qu'il y ait de gros poissons qui ne sont pas touchés malgré qu'ils soient accusés de détournement ou cités dans des crimes de sang. Le commissaire de police de Bubanza, Remegy Nzeyimana, avait été cité par l'Association pour la Protection des Droits de l'Homme et des Prisonniers (APRODH) pour avoir planifié l'exécution d'un ancien policier du nom de Jackson. Quelques jours plus tard, le même commissaire a été accusé par la population de cette province d'avoir assassiné un motard du nom de Ndayisaba Antoine. Des sources à Bubanza disent que le commissaire cité n'a jamais comparu devant la justice malgré ces infractions. Non loin de là, dans la province de Cibitoke, un autre commissaire de police au nom de Ntihogora est accusé d'avoir arrêté des membres des partis d'opposition et les avoir exécutés. Leurs corps ont été découverts cinq jours plus tard flottant dans les eaux du lac Tanganyika. Lui aussi n'a jamais été inquiété malgré les demandes insistantes de l'APRODH. La justice burundaise avait même envoyé une correspondance au président de la République Pierre Nkurunziza, lui demandant de punir les hauts cadres de la police et de l'armée accusés d'avoir dilapidé les caisses de l'Etat. Il s'agit de la Défense le Lieutenant-General Niyoyankana, le Général Ndayishimiye et le Général Niyombare, actuellement cités devant l'Etat Major. Jusqu'à présent, rien n'a pas encore été fait. [MG]